

UNE
ALIMENTATION
DURABLE
POUR TOUS
—
SUR LE TERRITOIRE
LYONNAIS

LE PRÉSENT DOCUMENT, STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNEL,
PROPOSE DE DESSINER LES CONTOURS D'UNE VISION GLOBALE
D'UN SYSTÈME ALIMENTAIRE TERRITORIAL DURABLE,
ÉMAILLÉ D'EXEMPLES REPRÉSENTATIFS OU DE PISTES À EXPLORER.

IL EST LE RÉSULTAT D'UNE DÉMARCHE PARTENARIALE MENÉE
DANS LE CADRE DU PROGRAMME EUROPÉEN URBACT II
«SUSTAINABLE FOOD IN URBAN COMMUNITIES».



SOMMAIRE

4 AXES DE TRAVAIL, 10 ENJEUX PRIORITAIRES

Alimentation durable de quoi parle-t-on ?	4
Produire partout où c'est (encore) possible	7
Enjeu n°1 : maîtriser la pression foncière	
Enjeu n°2 : développer des activités productives	
Enjeu n°3 : respecter l'environnement	
Créer des richesses locales	11
Enjeu n°1 : consolider les débouchés de l'alimentation durable	
Enjeu n°2 : changer d'échelle et relocaliser la valeur ajoutée	
Enjeu n°3 : professionnaliser les acteurs de la filière	
Donner des clés d'accès	15
Enjeu n°1 : accompagner le changement de perception et de comportement	
Enjeu n°2 : la solidarité au cœur de l'accès à l'alimentation durable	
Instaurer et animer un espace de gouvernance	18
Enjeu n°1 : approfondir la connaissance du champ de l'alimentation durable	
Enjeu n°2 : animer un espace d'échanges sur l'alimentation durable	





ALIMENTATION DURABLE DE QUOI PARLE-T-ON ?



UNE ALIMENTATION EST DURABLE SI TOUT LE PROCESSUS, DE LA PRODUCTION À LA CONSOMMATION, PRÉSERVE LA SANTÉ, L'ENVIRONNEMENT, LA SOLIDARITÉ ET L'ÉCONOMIE LOCALE. OR POUR GARANTIR L'ACCÈS À LA NOURRITURE ET SATISFAIRE À LEURS BESOINS, LES HOMMES ONT GÉNÉRÉ DES « SYSTÈMES ALIMENTAIRES »¹ QUI, DEPUIS L'ÉMERGENCE DE L'AGRICULTURE, ONT BEAUCOUP ÉVOLUÉ.

En quête de productivité et de rentabilité économique, ces systèmes ont atteint un stade agro-industriel tertiarié, financiarisé et globalisé². Cette « course productiviste » tente de répondre à l'accroissement de la population mondiale qui se concentre dans les villes³. Mais l'efficacité de ce système est remise en cause, notamment à la lumière des impacts :

- environnementaux : changement climatique, dégradation et artificialisation des sols, pollution aquatique...
- sociaux : crises sanitaires, santé des populations, conflits d'accès à la terre...
- économiques : fragilisation des économies locales, financiarisation, disparités dans la répartition de la valeur ajoutée...

Une « nouvelle équation alimentaire¹ », s'impose donc au monde. Elle questionne l'opposition entre des besoins en tension : manger ou habiter ? quantité ou qualité ?

LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE : UN ENJEU POUR LES TERRITOIRES

De fait, la nécessaire notion d'une « durabilité » de l'alimentation, (décrite par la FAO⁵) apparaît au travers des enjeux multiples et transversaux visant à contrebalancer les effets négatifs du système en place. Il convient de satisfaire à la demande tout en imaginant de nouveaux modèles utilisant mieux les ressources, réduisant la pollution, proposant de meilleurs régimes alimentaires, garantissant un accès pour tous les citoyens et une équité dans les relations commerciales et productives.

Ainsi, des recommandations de la FAO – à travers son réseau Food for the Cities – appellent les gouvernements urbains des pays en développement à se saisir de la question alimentaire. La prise de conscience se généralise à plusieurs échelles et chez plusieurs





type d'acteurs. Elle s'exprime sous des formes variées: initiatives citoyennes comme les « incroyables comestibles », thème de l'Exposition universelle 2015 « Nourrir la planète, énergie pour la vie », développement de l'agriculture commerciale sur toit en ville...

Au-delà des stratégies nationales sur la nutrition et l'accèsibilité qui se mettent en place, à l'image du programme « Bien manger c'est l'affaire de tous ! », de nombreux territoires urbains à travers le monde affichent une volonté de « reprendre la main » sur un système alimentaire territorial. Découvrant alors une thématique et des enjeux largement transversaux, ils se heurtent à une organisation sectorielle de leurs prérogatives et de la filière alimentaire, depuis le producteur jusqu'au consommateur.

Stimulée par le développement d'actions citoyennes (AMAP, jardins partagés, épiceries sociales et solidaires), l'alimentation émerge à l'agenda des collectivités en matière de production agricole (développement des circuits-courts), de consommation (restauration collective, paniers solidaires, lutte contre le gaspillage, achats durables) de développement durable (Plan climat, Plan vert, Agenda 21), d'économie sociale et solidaire, de santé, d'action sociale. Néanmoins, la mise en lien entre les champs, les acteurs et les échelles d'intervention des différentes facettes de l'alimentation reste compliquée⁶. Son traitement « se cherche » entre conception agricole et conception militante, toutes deux réductives de la question alimentaire⁷.

LE TERRITOIRE LYONNAIS, UN TERRAIN FERTILE

Dans ce contexte, le travail mené par les contributeurs au sein du programme européen URBACT « sustainable food in urban communities », explore les enjeux spécifiques sur le territoire lyonnais⁸. Coordonnée par la Ville de Lyon, la réflexion a été co-construite grâce à l'implication d'une grande variété de structures institutionnelles, universitaires, associatives et du secteur privé.

Cette mobilisation illustre l'ancrage d'une forte culture locale de l'alimentation et de la coopération, « nourrie » par un lien de proximité géographique et relationnel avec les zones de production agricole. Elle représente l'une des forces du territoire: le dynamisme des acteurs locaux de la filière alimentaire durable, du producteur jusqu'au consommateur.

LES OPPORTUNITÉS D'UN PLAN D'ACTION POUR « L'ALIMENTATION DURABLE »

Une alimentation durable a des effets bénéfiques dans les domaines suivants:

- santé / environnement: qualité nutritionnelle, efficacité énergétique, équilibre alimentaire...
- lien social / solidarité: accessibilité à une alimentation durable et de qualité pour tous...
- économie locale / emploi: relocaliser la valeur ajoutée, création d'emplois, synergie partenariale...
- éducation / formation: sensibiliser les différents publics, conduire au changement de comportement, former les personnels prescripteurs, ...



Il est aujourd'hui évident qu'il n'existe pas de produit sans consommateur et la mise en relation entre ces deux extrémités de la filière nécessite des opérateurs. Aussi, la volonté de repenser ou rénover le système alimentaire lyonnais questionne toutes les étapes de vie d'un produit et dévoile de nombreuses imbrications entre les secteurs.

De la production à la consommation, en passant par la distribution, il n'existe pas de porte d'entrée unique pour traiter de l'alimentation. La première piste d'innovation porte sur l'appréhension de la transversalité du sujet, et notamment sur les liens entre les secteurs et le champ d'intervention des acteurs, mais également l'impact sociétal des actions menées.



LES ACTIONS PRÉSENTÉES DANS LE DOCUMENT SONT ASSOCIÉES À 4 INDICATEURS DE MISE EN ŒUVRE : LES RESSOURCES À MOBILISER, LE DÉLAI D'AMORÇAGE, LES CIBLES POTENTIELLES ET L'ÉCHELLE GÉOGRAPHIQUE D'INFLUENCE DE L'ACTION. POUR FACILITER LA LECTURE, CES DERNIERS SONT SYMBOLISÉS PAR DES PICTOGRAMMES ET UN CURSEUR D'INTENSITÉ. ENSEMBLE, ILS PERMETTENT DE QUANTIFIER DIFFÉRENTS PARAMÈTRE DE MISE EN ŒUVRE. LE TABLEAU SUIVANT DONNE LA SIGNIFICATION DES COMBINAISONS.

LÉGENDE PICTOGRAMMES				
 RESSOURCES	Pas de dépense supplémentaire	Temps de personnel	Temps + investissement ponctuel	Temps + investissement pluriannuel
 DÉLAI	Déjà en cours / Immédiat	Court terme (<ou= 1 an)	Moyen terme (2 à 5 ans)	Long terme (> 5ans)
 CIBLE POTENTIELLE	Quelques personnes	Des groupes ciblés	Des communautés élargies	Le grand public
 ÉCHELLE GÉOGRAPHIQUE	Quartier / Commune	Agglomération	Aire urbaine	Au-delà de l'aire urbaine



—
PRODUIRE
PARTOUT OÙ
C'EST (ENCORE)
POSSIBLE
—

CONSERVER UNE PRODUCTION ALIMENTAIRE DE PROXIMITÉ INTERROGE LES CONTRAINTES, LES FORMES ET LES MÉTHODES QU'ELLE NÉCESSITE. COMMENT LES DIFFÉRENTS ESPACES URBAINS, PÉRIURBAINS ET AU-DELÀ, PEUVENT-ILS ÊTRE COMPLÉMENTAIRES POUR NOURRIR UN BASSIN DE POPULATION ?

Lyon est situé au sein d'un bassin de production alimentaire régional riche et diversifié, assurant un approvisionnement de qualité à l'agglomération. En revanche, si l'agriculture occupe aujourd'hui une place importante à Lyon, 36% du territoire métropolitain⁹ est utilisé par l'activité agricole en 2010, soit 26 000 ha, l'évolution du système alimentaire, du système agricole et le processus d'urbanisation ont fait apparaître de nouveaux enjeux concernant la disponibilité et la durabilité de l'alimentation.

Par ailleurs, à l'image de nombreuses villes dans le monde¹⁰, le territoire compte un important développement des pratiques de cultures urbaines, notamment à travers l'investissement et développement des jardins partagés, collectifs ou familiaux par les acteurs issus de la société civile.

Les jardins partagés favorisent le lien social dans les quartiers et permettent une éducation à l'environnement. Objets de politiques publiques de cohésion sociale, ils n'ont pas, à l'origine, de vocation nourricière et donc de fonction productive.

Pourtant ces pratiques, aujourd'hui investies d'un regard nourricier, réinterrogent de façon globale la place de la nature en ville et remettent en tension les dichotomies spatiales traditionnelles de la production et de la consommation, de l'urbain et du rural agricole. L'espace urbain, traditionnellement espace de consommation devient espace de production. Le développement de ce caractère nourricier est porteur de problématiques nouvelles sur les métiers et les espaces afférents à ces pratiques dans les villes.

La production alimentaire durable relève d'espaces et de pratiques différentes. Néanmoins, les agricultures périurbaine et urbaine sont liées par des questions de pression foncière, de méthode de production et de débouché des produits.



MAÎTRISER LA PRESSION FONCIÈRE

Dans un contexte de périurbanisation accrue et d'évolution du secteur agricole, l'agriculture doit faire face à une réduction des surfaces. L'extension urbaine se traduit également par l'apparition d'espaces porteurs de potentialités pour certains types de pratiques agricoles (espaces interstitiels, friches) mais pour lesquels la pression foncière est aussi forte. Il convient aussi de porter un autre regard sur l'urbanisation, propice à la mixité des usages et à l'intégration de formes agricoles dans le tissu urbain.



© Mon Potager Perche

CULTIVER PARTOUT, TOITS, PIEDS D'IMMEUBLES

Investir tous les espaces disponibles en milieu urbain, sur les toits, dans les espaces verts et les jardins privatifs, avec des modes de culture adaptés.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Éducation / Formation
Lien social / Solidarité

INFOS

fr-fr.facebook.com/monpotagerperche

LES FUTURS JARDINS URBAINS

Intégrer les espaces de culture dans les projets d'urbanisme (ZAC, parcs...).

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Économie locale / Emploi

PROTÉGER LES ESPACES DISPONIBLES

RENFORCER ET DÉVELOPPER LE DISPOSITIF PSADER-PENAP

Dispositif public de protection du foncier agricole comprenant un périmètre de protection des terres agricoles (via les plans d'urbanisme) et un programme d'actions (un projet de territoire). Ce programme dispose de 4 M€ mobilisables sur la période 2010-2016.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Économie locale / Emploi

INFOS

psader-penap.org

CRÉER ET INVESTIR LES ESPACES DISPONIBLES

RECENSEMENT DES ESPACES DISPONIBLES

Réaliser des diagnostics exhaustifs du foncier sous/mal exploité ou en friche. Remembrement et (re)mise en culture si possible et sur la base de constitution d'une unité viable pour l'installation. En milieu urbain, périurbain et rural (ex: friches viticoles dans le Beaujolais).

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Économie locale / Emploi



DÉVELOPPER DES ACTIVITÉS PRODUCTIVES

La préservation du foncier agricole doit être associée à des projets de valorisation de l'activité agricole, garantissant l'intégration de ces espaces dans le fonctionnement quotidien du territoire. Cette valorisation prend aujourd'hui des formes innovantes en relation avec d'autres enjeux propres au territoire et les nouvelles attentes et pratiques urbaines.

FACILITER L'INSTALLATION DE PRODUCTEURS

LES « CAFÉS INSTALLATION TRANSMISSION »

Favoriser l'interconnaissance et la mise en relation entre les personnes porteuses d'un projet d'installation et celles en phase de transmission sur un territoire donné.

Cette action, portée par l'ADDEAR69, est complémentaire de celle menée par les chambres d'agriculture sur l'accompagnement à la transmission/reprise des exploitations agricoles.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Économie locale / Emploi

INFOS

deveniragriculteur.fr

LES ESPACES TEST AGRICOLES (ETA)

Mettre à disposition de porteurs de projet, pour une durée déterminée, des moyens de production (foncier, matériel), un cadre légal d'exercice (statut adéquat), et un accompagnement personnalisé, leur permettant de tester leur projet d'installation en grandeur réelle.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Économie locale / Emploi

INFOS

agriculture.gouv.fr

INVENTER DE NOUVELLES FORMES PRODUCTIVES

LA DÉMARCHE PERMACULTURELLE DANS LES JARDINS PARTAGÉS

Former les usagers de jardins partagés à des pratiques de culture maraîchère durable selon les principes de la permaculture.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Éducation / Formation

INFOS

lepassajardins.fr

LE MARAÎCHAGE COLLECTIF

Regroupement de consommateurs pour salarier un professionnel du maraîchage sur un espace de culture partagé à l'image des jardins Pot'iront (Décines) et CôtéJardin (Tassin la Demi-Lune).

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Économie locale / Emploi

INFOS

cotejardins.org
lespotiront.fr



LA FERME DE L'ABBÉ ROZIER

Association entre un espace de formation (CFPHL: Centre de Formation Professionnelle Horticole de Lyon) et une structure d'insertion pour investir un espace urbain et la mise en production bio. Ce lieu unique prévoit d'accueillir un marché bio et des initiatives expérimentales de maraîchage.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Éducation / Formation
Économie locale / Emploi

INFOS

facebook.com/Ferme.de.l.Abbe.Rozier



RESPECTER L'ENVIRONNEMENT

Comment produire une alimentation saine et de façon durable ? Une réflexion plus spécifique sur le développement d'une agriculture de qualité et respectueuse de l'environnement est envisagée. Cette thématique permet notamment d'appréhender les notions de préservation environnementale, de valeur gustative, d'efficacité énergétique et de santé publique.

PARTIR SUR DE BONNES BASES

EVALUATION DE LA QUALITÉ DES SOLS

Démarré en 2013, le projet JASSUR se propose d'éclairer de façon interdisciplinaire les fonctions, usages, modes de fonctionnement, les avantages ou les dangers potentiels qu'induisent les jardins associatifs au sein de villes. Il prévoit notamment d'étudier une caractérisation bio-physico-chimique des sols et des produits issus de ces jardins. En milieu agricole, le Bureau Technique des Maraichers (BTM) de la Chambre d'Agriculture du Rhône accompagne les études détaillées, préalables à l'installation ou la mise en culture des sols.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Éducation / Formation

INFOS

inra.fr/jassur

FAIRE ÉVOLUER LES PRATIQUES

SENSIBILISER, FORMER ET ACCOMPAGNER LES PRODUCTEURS

Soutenir toutes les initiatives de conversion à l'agriculture biologique, c'est la mission centrale d'accompagnement de l'ARDAB (Association Rhône et Loire de Développement de l'Agriculture Biologique). Concernant la promotion des pratiques visant à réduire les intrants nocifs, on peut citer le travail de sensibilisation du grand parc de Miribel Jonage. Situé sur la principale réserve naturelle d'eau potable de l'agglomération lyonnaise, ce dernier doit composer entre la préservation de la qualité de l'eau et les activités agricoles installées sur son périmètre.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Éducation / Formation

INFOS

corabio.org
grand-parc.fr

OPTIMISER LA GESTION RESSOURCES

Animée par la Chambre d'agriculture du Rhône, cette action vise à sensibiliser les exploitations agricoles céréalières à la gestion des ressources naturelles, notamment par la modernisation des systèmes d'irrigation.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Éducation / Formation

INFOS

Chambre d'Agriculture du Rhône



LA CHARTE DES JARDINS PARTAGÉS DE LA VILLE DE LYON

Une charte des associations en gestion de jardins partagés qui mentionne l'engagement en faveur de pratiques respectueuses de l'environnement.

Article VIII : les jardiniers s'engagent à :

- supprimer tout recours à des pesticides, engrais ou autres produits issus de la chimie de synthèse,
- privilégier les techniques de jardinage écologique (compostage),
- créer des conditions favorables à l'accueil de la biodiversité, lutter contre les espèces invasives et allergènes, diversifier les plantations,
- être responsable vis-à-vis des ressources en eau (éviter le gaspillage, récupérer les eaux de pluie, choisir des végétaux adaptés au sol, au climat et pratiquer le paillage),
- minimiser la production de déchets, recycler tous ceux qui peuvent l'être.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Éducation / Formation

INFOS

lyon.fr



© Syndicat de l'Oues Lyonnais



— CRÉER DES RICHESSES LOCALES —

SI LA NOTION DE FILIÈRE ALIMENTAIRE DURABLE SEMBLE S'OPPOSER À LA FILIÈRE CONVENTIONNELLE, DE PAR LES MÉTHODES ET LES OBJECTIFS, COMMENT LES NOUVEAUX MODÈLES MIS EN PLACE ASSURENT-ILS LEUR VIABILITÉ ÉCONOMIQUE, LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DE RICHESSES LOCALES ?

Productives, logistiques ou distributives, les entreprises et associations intervenant dans le champ de l'alimentation durable sont génératrices de richesses et d'emploi pour le territoire. Si pour une majorité¹¹, elles n'ont pas comme objectif principal la quête du profit, elles sont confrontées à la nécessité de trouver l'équilibre de leur modèle économique.

Depuis quelques années, l'augmentation régulière de la demande pour les produits durables a soutenu une « croissance naturelle¹² » d'un secteur peu structuré et hétérogène. Ce dernier est désormais confronté à des problèmes structurels internes ou de filière; sans compter l'apparition d'une concurrence efficace de la part des circuits traditionnels toujours en quête de nouveaux marchés. De plus, l'ambition d'engager une réflexion sur un système alimentaire plus durable et accessible à tous nécessite une approche bien plus large que la seule entrée par les circuits courts qui en limite les possibilités de réalisation. La « professionnalisation » s'impose mais nécessite des ressources et des investissements.

Or, d'une façon générale, les marges de profit dans le secteur de l'alimentation sont relativement faibles. Dans le fonctionnement du système traditionnel, la

valeur ajoutée dégagée tout au long de la chaîne alimentaire est concentrée sur les maillons intermédiaires de la distribution, et, en raison d'un mode de fonctionnement déterritorialisé de ces acteurs, cette valeur ajoutée tend à s'évader du territoire.

Si les circuits courts apportent une réponse au besoin de relocalisation ou réappropriation de la valeur ajoutée, leur impact économique reste néanmoins limité, notamment en raison de leur statut de « marché de niche ». Ce modèle peine à répondre au changement d'échelle qu'exige l'accroissement de la demande. En ce sens, les difficultés à produire un modèle de logistique dédié et à répondre aux offres de marchés publics de la restauration collective illustrent bien cette problématique d'échelle.

Le changement d'échelle induit par la généralisation de la demande de produits bio et/ou locaux (notamment dans la restauration collective) et l'ambition de généralisation des pratiques d'alimentation durable fait émerger des problématiques nouvelles en matière de « professionnalisation » de ces circuits et de structuration des modèles économiques des structures agissant dans ce champ.



CONSOLIDER LES DÉBOUCHÉS DE L'ALIMENTATION DURABLE

Le renforcement des activités liées à l'alimentation durable implique l'élargissement des débouchés afin de consolider ce marché. Il s'agit de la première étape de la relocalisation du système alimentaire, source de création de valeur ajoutée par et pour le territoire. De ce point de vue, la commande publique constitue un important levier pour générer un développement économique de plus grande ampleur.

Renforcer la vente de l'alimentation durable

DYNAMISATION DES MARCHÉS BIO DE LYON

Une action en 3 temps menée par la Ville de Lyon avec le soutien de l'ARDAB. Diagnostic sur le fonctionnement et la perception des marchés par les producteurs et les clients. Animations et communication dans le cadre de la semaine « Manger bio et local c'est l'idéal ». Recherche et développement des points d'amélioration ciblés dans la phase de diagnostic.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Éducation / Formation
Économie locale / Emploi

INFOS

lyon.fr

Favoriser l'émergence de nouveaux modèles de distribution

LES « CONCEPT STORE » DE L'ALIMENTATION DURABLE

Essaimer les nouvelles formes de distribution multifonctionnelles alliant différentes offres alimentaires à l'image de la Superhalle d'Oullins ou du projet de la Péniche locavore (épicerie flottante). C'est aussi imaginer de nouveaux outils d'interaction entre les producteurs et les consommateurs.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Économie locale / Emploi

INFOS

lasuperhalle.fr

LES CIRCUITS COURTS DÉMATÉRIALISÉS

Inspirés du travail de mise en lien direct entre producteurs et consommateurs amorcées par les AMAP, de nouveaux outils voient le jour sur internet. Ces plateformes fonctionnent comme des « magasins virtuels de circuit court », essayant de réduire au maximum les intermédiaires tout en apportant la souplesse d'une gestion dématérialisée aux utilisateurs. On peut citer: laruchequiditoui.fr ou encore monpotager.com

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Économie locale / Emploi

INFOS

laruchequiditoui.fr
monpotager.com

Promouvoir la consommation alimentaire durable et de proximité

LES MARQUES ET LABELS

Élaborer ou développer des labels d'identification de l'offre alimentaire durable (Lyon ville équitable et durable) et de proximité (marque de territoire: Monts et Coteaux du Lyonnais)

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Éducation / Formation
Économie locale / Emploi

INFOS

le-lyonnais.org
lyon.fr

Utiliser le levier de la commande publique

FORMER LES ACHETEURS PUBLICS

Élaborer une offre de formation à l'achat alimentaire durable en session unique ou en cycle pour les acheteurs publics, gestionnaires de cantine,...

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Éducation / Formation

METTRE EN RELATION LA RESTAURATION PUBLIQUE ET L'OFFRE LOCALE

Développer les outils de mise en lien producteurs / acheteurs dans le cadre de la commande publique des restaurants scolaires. Par exemple, la plateforme web « Achat local Conso Rhône-Alpes », initiée par un partenariat entre les services de l'Etat en région (Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et des Forêts) et la Chambre Régionale d'Agriculture. Une autre initiative, portée par la Métropole de Lyon et la chambre d'agriculture du Rhône a permis, en 2014, d'organiser une rencontre entre les gestionnaires de cantines scolaires publiques de la Métropole lyonnaise et les producteurs locaux.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Éducation / Formation
Économie locale / Emploi

INFOS

achatlocal-consorhonealpes.com



CHANGER D'ÉCHELLE ET RELOCALISER LA VALEUR AJOUTÉE

La consolidation des débouchés et l'augmentation de la demande impliquent une réflexion sur la mise en lien des initiatives existantes afin d'engager des coopérations, sources d'efficacité économique et environnementale. Il s'agit de repenser les mutualisations entre outils existants (points de vente collectifs, plateformes logistiques) afin d'assurer une meilleure gestion des ressources de fonctionnement.

Soutenir la coopération économique et l'émergence d'activités innovantes

UN « CLUSTER » DE L'ALIMENTATION DURABLE

Un regroupement d'acteurs économiques de la filière au sein d'une structure de collaboration économique favorisant le B2B, à l'image du Pôle de coopération économique « le BOL » ou du GRAP (Groupement Régional Alimentaire de Proximité), et en capacité à détecter et soutenir l'émergence d'activités.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Économie locale / Emploi

INFOS

grap.coop
laquinzainedesrecoltes-lyon.org

(Re)connecter les entreprises de l'agro-alimentaire d'un territoire

SPEED DATING

Action portée par le Syndicat de l'Ouest Lyonnais (SOL), le SIMOLY (Syndicat des Monts du Lyonnais), la Chambre d'Agriculture du Rhône et la Chambre des Métiers du Rhône, afin d'organiser des rencontres entre producteurs et transformateurs d'un même territoire pour favoriser le B2B et mettre en relation l'offre et la demande.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Économie locale / Emploi

INFOS

ouestlyonnais.fr

« FESTITABL' »

Portée par le Pôle Métropolitain, cette action vise à mettre en lien les organisateurs de grands événements sportifs, culturels ou professionnels avec les acteurs de filière alimentaire durable pour les prestations traiteurs (buvette, restauration).

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Économie locale / Emploi

INFOS

polemetropolitain.fr

Développer les dynamiques collectives de mutualisation pour la distribution

LES POINTS DE VENTE COLLECTIFS (PVC)

Continuer le développement des PVC avec le soutien de la chambre d'agriculture, d'autres associations agricoles (AR-DAB, ARDEAR) et du dispositif PSADER/PENAP.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Économie locale / Emploi



Développer les dynamiques collectives de mutualisation pour la logistique

PLATEFORME(S) DE L'ALIMENTATION DURABLE

Soutenir et dupliquer la logistique dédiée de type BIOAPRO ou le partage d'espace comme au sein de la Superhalle. Au-delà des aspects techniques, l'accent est à mettre sur une réflexion autour des solutions innovantes sur les aspects de gouvernance, d'implication des acteurs (SCIC) et de volonté de réduction des intermédiaires.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Économie locale / Emploi

INFOS

bioapro.com

La structuration de la filière alimentaire durable révèle des manques, notamment en matière de compétences et savoir-faire professionnel. Il convient d'engager une réflexion avec les acteurs conventionnels du système alimentaire qui ont développé une connaissance pointue des problématiques de logistique notamment.



© L. Pellegrino / VDL

Développer les compétences des acteurs économiques

CRÉER UN ORGANISME
PARITAIRE COLLECTEUR
AGRÉÉ (PAR L'ÉTAT)

Créer un OPCA (OPCA Agri-Alim) pour collecter les contributions financières des acteurs économiques de la filière alimentaire durable pour participer au financement de la formation professionnelle continue des salariés et des entrepreneurs, assurant ainsi le transfert et le partage de savoir-faire.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Éducation / Formation
Économie locale / Emploi



© L. Pellegrino / VDL

Échanger avec le système conventionnel

ORGANISER
DES RENCONTRES ENTRE ACTEURS
« CONVENTIONNELS » ET « ALTERNATIFS »

Permettre des sessions d'échanges, l'échange de bonnes pratiques et éventuellement la création de partenariats entre les «deux univers». Des liens peuvent être noués avec Rhône-Alpes Gourmand pour la partie transformateurs, le Salon International de la Restauration de l'Hôtellerie (SIRHA) pour la gastronomie,... A l'image du GESRA (Groupement des épiceries sociales et solidaires de Rhône-Alpes), ces échanges peuvent aussi prendre la forme de partenariats de mécénat avec des groupes de l'industrie agro-alimentaire.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Éducation / Formation
Économie locale / Emploi



— DONNER DES CLÉS D'ACCÈS —

CAMPAGNES DE SENSIBILISATION, ÉDUCATION POPULAIRE, FORMATION, SOLIDARITÉ, DE NOMBREUSES INITIATIVES FONT ÉVOLUER LA PERCEPTION DES CONSOMMATEURS. COMMENT AGIR SUR LES FREINS ÉCONOMIQUES, CULTURELS ET SOCIAUX QUI RÉDUISENT L'ÉGALITÉ D'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DURABLE ET DE QUALITÉ POUR TOUS LES CITOYENS ?

L'ambition de développer un système alimentaire plus durable et accessible fait émerger de nouvelles questions autour de l'interconnaissance entre mondes de la production durable et de la consommation. Comment justifier et garantir les prix des produits alimentaires de qualité et de proximité ? Comment sensibiliser les producteurs et les consommateurs sur leurs besoins et contraintes spécifiques ? De plus, au-delà de l'approche réglementaire sanitaire et des recommandations en matière de nutrition, comment intégrer les notions de saisonnalité et de qualité des produits sur le plan de la durabilité ? Enfin comment s'assurer d'une bonne mise en adéquation de celles-ci avec les pratiques de tous les publics ?

L'élargissement de la demande d'alimentation durable ne peut s'appréhender sans une réflexion sur l'accessibilité :

- **géographique** : hétérogénéité de la répartition de l'offre alimentaire durable sur le territoire. Considérant que l'offre s'adapte à la demande, l'accessibilité géographique selon la « loi du marché » semble se

contraindre à une approche pragmatique et économique. Néanmoins, la consolidation des débouchés de la filière alimentaire durable peut constituer un moyen d'agir sur celle-ci en améliorant la présence et la répartition d'une offre alimentaire durable sur le territoire (axe n°2).

- **culturelle/informationnelle** : actions de sensibilisation et éducation du public à l'alimentation durable. L'accessibilité culturelle/informationnelle ouvre une marge de manœuvre autour de l'efficacité de la sensibilisation et de l'accompagnement du public à une meilleure compréhension et mise en pratique de l'alimentation durable.

- **économique** : coût des produits (liés notamment aux modes de production et de distribution) et donc à la capacité d'achat du consommateur. En intégrant la notion de solidarité dans leurs modèles économiques, les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) tendent à prouver que le caractère déterminant du coût et des prix dans l'accessibilité économique peut être nuancé.



ACCOMPAGNER LE CHANGEMENT DE PERCEPTION ET DE COMPORTEMENT

L'enjeu de l'accompagnement aux changements de perception et de comportement peut être traité par le développement d'actions autour de la sensibilisation, l'accompagnement et la formation des publics réceptifs, non-réceptifs et prescripteurs. Celles-ci abordent conjointement les barrières et leviers de l'accessibilité informationnelle/culturelle et économique.



SENSIBILISER LE GRAND PUBLIC

LES ÉVÈNEMENTS FESTIFS

Soutenir l'organisation d'événements ou de campagnes de sensibilisation grand public, comme par exemple, la Fête des récoltes, la semaine « Manger bio et local c'est l'idéal », ...

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Lien social / Solidarité
Éducation / Formation



ATTEINDRE LES PUBLICS « NON RÉCEPTIFS »

LES DÉFIS: FAMILLE À ALIMENTATION POSITIVE (ARDAB) OU LE CLIMAT DANS VOS ASSIETTES (ALE)

Le défi de l'ARDAB vise à accompagner des groupes de familles « non initiées », pour orienter leurs achats et usages alimentaires vers une alimentation durable, à budget constant. Le défi de l'ALE propose à des binômes familles/restaurateur de composer un repas complet dont l'impact environnemental est réduit.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Éducation / Formation

INFOS

famillesaalimentationpositive.fr
ale-lyon.org

LES ATELIERS DU SAVOIR-FAIRE

De nombreuses associations proposent des ateliers de transmission de savoir-faire sur les usages alimentaires: conservation et préparation des aliments. Sensibiliser aux saisonnalités et productions locales, qualité et valeur nutritives des aliments. Les lieux d'intervention sont variables: centres sociaux, maisons de quartier, jardins collectifs... mais aussi lors d'événements publics.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Lien social / Solidarité
Éducation / Formation

INFOS

lalegumerie.over-blog.com
alterconseils.fr
autofabriquer@gmail.com

LES KITS: MATERNITÉ ET VRAC,...

Proposer des kits afin de faciliter l'accès à une alimentation durable. Dans les maternités, proposer des « kits bio », à l'image des kits promotionnels conventionnels distribués aux jeunes parents. Dans les MJC, centres sociaux,... proposer des « kits vrac » pour inciter à l'achat de produits en vrac.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Éducation / Formation

FORMER LE PERSONNEL « PRESCRIPTEUR »

UNE OFFRE DE FORMATION DÉDIÉE

Développer une offre de formation dédiée au personnel « prescripteur » des cantines scolaires, de la restauration collective, des centres sociaux et des MJC, ... afin d'assurer la transmission de bonnes pratiques aux citoyens, aux consommateurs.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Santé / Environnement
Éducation / Formation

LA SOLIDARITÉ AU CŒUR DE L'ACCÈS À L'ALIMENTATION DURABLE

L'accès de tous les publics à une alimentation plus durable implique de développer de nouvelles formes de solidarité. Il convient de soutenir les initiatives qui rendent visible et disponible cette offre de produits durable et/ou solidaire. Grâce aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, l'accès à une alimentation durable peut être abordé, à la fois dans une logique de cohésion sociale et de viabilité économique.



ASSURER LA MIXITÉ DES PUBLICS DANS L'ACCÈS AUX JARDINS PARTAGÉS

Conditionner la création de nouveaux jardins partagés sur l'espace public à la garantie d'une proportion de membres issus de milieux dits « défavorisés ». Action à mener en lien entre les associations de jardins partagés et les structures de la cohésion sociale.

L'ALIMENTATION DURABLE POUR TOUS

LES INITIATIVES CITOYENNES SOLIDAIRES

Soutenir l'émergence dans l'espace public des initiatives citoyennes en faveur d'une solidarité alimentaire comme par exemple, Les incroyables comestibles, la pratique du glanage, les cafés suspendus,...

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Lien Social / Solidarité
Éducation / Formation

IMPLIQUER ET ACCOMPAGNER LES STRUCTURES GARANTES DU LIEN SOCIAL

De par leurs actions et leur situation géographique, les MJC, centres sociaux et épiceries sociales et solidaires, sont au plus près du quotidien de nombreux citoyens d'origines socioculturelles diverses. Elles bénéficient d'une position unique pour assurer la transmission de clefs de compréhension et d'accès à l'alimentation durable. Cette démarche peut être intégrée dans les projets de la cohésion sociale.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Lien Social / Solidarité
Éducation / Formation

INFOS

lyon.fr
csetats-unis.org

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Lien social / Solidarité
Éducation / Formation

INFOS

lepassejardins.fr

LA SOLIDARITÉ DANS LES PROJETS ÉCONOMIQUES...

L'OFFRE ALIMENTAIRE MOBILE

Proposer une offre alimentaire durable sur les lieux professionnels, les événements ou les quartiers isolés (dits « déserts commerciaux ») à des prix accessibles à tous. En parallèle proposer des produits à prix avantageux aux publics isolés ou en précarité. On peut citer : la Marmite urbaine, l'Épicerie mobile

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Lien social / Solidarité
Économie locale / Emploi

INFOS

marmite-urbaine.com

ACHATS GROUPÉS ET PRODUITS EN VRAC

Proposer une offre alimentaire durable à des prix accessibles à tous en travaillant sur les marges d'approvisionnement (volumes, réduction d'emballage) et de gestion (réduction des intermédiaires, mutualisation de ressources). Ce sont les pistes explorées par des structures d'achat groupé (3 p'tits Pois, l'association Vrac) ou sur la variété de l'offre du rayon de produits en vrac (la Super Halle d'Oullins).

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Lien social / Solidarité
Économie locale / Emploi

INFOS

vrac-asso.org
3ptitspois.fr



© La Superhalle

DES OUTILS ÉCONOMIQUES DANS LES PROJETS SOLIDAIRES

LES ÉPICERIES SOCIALES ET SOLIDAIRES

Proposer des tarifs différenciés selon les publics pour permettre de diversifier l'offre alimentaire. Ainsi, le « public bénéficiaire » accède à des produits durables à des prix adaptés grâce aux marges plus élevées appliquées sur les mêmes produits au « public solidaire ». La passerelle d'eau de Robec (Lyon 1er) et Epi'centre (Lyon 8e) fonctionnent sur ce principe.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Lien social / Solidarité
Économie locale / Emploi

INFOS

eauderobec.org
fr.facebook.com/EpiCentreLyon

L'ENTRAIDE RÉCIPROQUE

Au sein du GESRA (Groupement des épicerie sociales et solidaires de Rhône-Alpes, et en lien avec le CIVAM26), certaines épicerie utilisent un modèle innovant de partenariat entre producteurs et consommateurs pour garantir des prix accessibles au « public bénéficiaire ». Le producteur met à disposition des terres agricoles pour alimenter les épicerie sociales en légumes locaux et de saison et y trouve là une rétribution en termes de sens et d'échanges. En retour, dans une logique de sensibilisation, les épicerie mettent en place des ateliers participatifs et collectifs ouverts à tous chez le producteur. Cet échange favorise l'interconnaissance, le lien social et l'implication des bénéficiaires.

MISE EN ŒUVRE



IMPACTS

Lien social / Solidarité
Économie locale / Emploi



—
**INSTAURER
ET ANIMER
UN ESPACE DE
GOUVERNANCE**
—

PARTAGÉ AVEC TOUS LES ACTEURS LOCAUX DE LA FILIÈRE ALIMENTAIRE, CET ESPACE PERMET DE DÉVELOPPER UNE VISION PLUS GLOBALE ET PLUS STRATÉGIQUE. UNE GOUVERNANCE INNOVANTE DOIT PERMETTRE DE DÉPASSER LES ORGANISATIONS EN «SILOS» ET FAIRE CIRCULER UN «FIL ROUGE» ENTRE DES ACTIONS ÉPARSES MENÉES À DIFFÉRENTES ÉCHELLES¹¹.

Aujourd'hui, l'alimentation n'est pas l'objet d'une action publique en soi, mais elle émerge à travers différents champs d'intervention des pouvoirs publics. Cet axe révèle autant un potentiel de décloisonnement de l'organisation en silo des politiques publiques, que de dépassement des clivages entre les acteurs du système alimentaire.

Or, à l'image de tant d'autres territoires français, l'aire urbaine lyonnaise regroupe de multiples niveaux administratifs recouvrant des échelles d'interventions différentes et intégrant des compétences cloisonnées par domaines de légitimité.

De même, la multiplicité des acteurs publics, privés et associatifs intervenant dans le champ de l'alimentation durable dilue la visibilité des actions portées et leur cohérence globale.

À travers une réflexion sur la gouvernance, l'enjeu est aujourd'hui de révéler le maillage des initiatives existantes sur le territoire et la diversité des acteurs impliqués (publics, privés, associatifs).

Le sujet de l'alimentation offre une possibilité d'enrichissement individuel des structures impliquées dans un enrichissement collectif stratégique donnant un plus grand sens, une meilleure puissance de frappe et légitimité aux actions de chacun.

La multidimensionalité de la question alimentaire en fait un sujet dont personne n'est spécialiste mais sur lequel tout le monde peut contribuer en donnant son avis.



APPROFONDIR LA CONNAISSANCE DU CHAMP DE L'ALIMENTATION DURABLE

L'enjeu d'une meilleure collaboration ou articulation entre les initiatives repose sur une amélioration de l'interconnaissance entre des acteurs agissant sur des facettes différentes du même système alimentaire. Ce dernier est appréhendé de façon morcelée, un diagnostic exhaustif préalable s'impose donc afin de consolider une vision commune.



CRÉER UNE BASE DE CONNAISSANCE COLLECTIVE

En s'appuyant sur l'action précédente, il s'agit de lister les études et diagnostics sectoriels incluant une entrée alimentaire et d'envisager la façon dont ils pourraient être croisés: enquêtes sur les comportements d'achat des ménages, diagnostic du bureau technique des maraîchers, diagnostics agricoles de la Chambre d'agriculture (enquête sur les exploitations en circuits courts, diagnostic Climagri (évaluation de la lutte contre le changement climatique)), observatoire agricole de l'Agence d'urbanisme, observatoire de la santé de la Ville de Lyon, diagnostic sur la consommation dans les cantines de la Ville de Lyon, diagnostic sur l'agriculture biologique en Rhône-Alpes, résultats du programme Liproco,...

MUTUALISER ET CROISER LES DONNÉES EXISTANTES

IDENTIFIER DES « RÉFÉRENTS » GESTIONNAIRES DE DONNÉES SUR L'ALIMENTATION

De nombreuses structures institutionnelles ou para-institutionnelles « observent » le territoire selon leurs domaines de compétences: Chambres d'agriculture, Agences d'urbanisme, collectivités, associations. Identifier les gestionnaires de données pour être en mesure de les mobiliser sur l'élaboration de diagnostics communs, par mutualisation.

MISE EN ŒUVRE



MISE EN ŒUVRE





ANIMER UN ESPACE D'ÉCHANGES SUR L'ALIMENTATION DURABLE

Le traitement du fait alimentaire relève d'une gouvernance partagée entre différents acteurs et échelles d'actions sur le territoire. Inspirée de l'expérience anglo-saxonne des Food Policy Council, l'instauration d'un «conseil lyonnais de l'alimentation durable», préfigure, sur le territoire de la Ville de Lyon, une future politique publique alimentaire à l'échelle métropolitaine. Une manière d'améliorer l'interconnaissance et de participer à une véritable stratégie alimentaire à une échelle plus large.

CRÉER DE L'INTERCONNAISSANCE

ORGANISER DES VISITES SUR SITES

Une fois par an, proposer aux acteurs de se réunir sur un site emblématique de la filière.

MISE EN ŒUVRE



ORGANISER DES SESSIONS DE MICRO-CONSULTING

Réunir un groupe d'acteurs pour analyser la situation et les problématiques d'un membre volontaire. Faire émerger des solutions ou des pistes d'amélioration par retour des pairs.

MISE EN ŒUVRE



© L. Pellegrino / VDL

ÊTRE FORCE DE PROPOSITION

ANIMER DES GROUPES DE TRAVAIL THÉMATIQUES

Réunir les acteurs (publics, privés et associatifs) de l'alimentation durable et ceux ouverts à l'évolution de leurs pratiques sur des thématiques ciblées afin de continuer à faire émerger des pistes d'actions. Intervenir sur demande des partenaires dans l'aide à la décision des stratégies alimentaires territoriales. Rencontres trimestrielles.

MISE EN ŒUVRE



© L. Pellegrino / VDL

RÉFÉRENCES

1. Morgan, K., Sonnino, R., 2010, « The urban foodscape: world cities and the new food equation », *Cambridge journal of regions, economy and society*, 3 (2), pp 209-224.
2. Malassis, L., 1997, *Traité d'économie agroalimentaire. Les trois âges de l'alimentaire: essai sur une histoire sociale de l'alimentation et de l'agriculture, L'âge agro-industriel*, Editions Cujas, Paris, 367p.
3. Rastoin, J.-L., Ghersi, G., 2010, *Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*, Versailles, Editions Quae, Collection Synthèses, 584p.
4. Organisation des Nations Unies, 2014, « World Urbanization Prospects. The 2014 revision », 32p.
5. FAO, 2010, « Rapport final Biodiversité et régimes alimentaires durables. Unis contre la faim », Symposium scientifique international www.fao.org/ag/humannutrition/biodiversity/fr
6. Brand, C., en cours, *Alimentation et Métropolisation: repenser le territoire à l'aune d'une problématique vitale oubliée*. Thèse de doctorat en Géographie, Université de Grenoble-Alpes.
7. Brand, C. Bonnefoy, S., 2011, « L'alimentation des sociétés urbaines: une cure de jouvence pour l'agriculture des territoires métropolitains ? », *Vertigo* (en ligne), Vol. 11, n°2. Disponible sur : vertigo.revues.org/11199
8. S'agissant d'alimentation, ce dernier ne se contraint pas aux limites administratives, mais s'étire jusqu'aux limites d'influence de l'aire urbaine lyonnaise.
9. « Les chiffres clés de l'agriculture et des espaces agricoles, Scot de l'agglomération lyonnaise », Observatoire partenarial espaces agricoles et naturels, n°2, juillet 2013.
10. Torre, A., Bourdeau-Lepage, L., 2013, « Quand l'agriculture s'installe en ville... désir de nature ou contraintes économiques ? », *Métropolitiques*, 6 février 2013. URL : www.metropolitiques.eu/Quand-l-agriculture-s-installe-en.html
11. Brand, C., en cours, *Alimentation et Métropolisation: repenser le territoire à l'aune d'une problématique vitale oubliée*. Thèse de doctorat en Géographie, Université de Grenoble-Alpes.
12. Issues de l'Economie Sociale et Solidaire, elles portent des valeurs d'entrepreneuriat moins orientées sur le seul bénéfice financier.
13. Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, « 9^e enquête sur les comportements d'achat des ménages de la région lyonnaise et du Rhône », 2012.

POUR ALLER PLUS LOIN

- Steel, C., 2009, *Hungry City: how food shapes our lives*, London, Vintage, 383p, 2^e édition,
- Bonnefoy, S., Brand, C., 2014, « Régulation politique et territorialisation du fait alimentaire: de l'agriculture à l'agri-alimentaire », *Géocarrefour*, 89/1-2 | 2014, 95-103,
- Perrin, C., Toussaint Soulard, C., « Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan », *Géocarrefour*, 89/1-2 | 2014, 125-134,
- Morgan, K., 2014, « Nourishing the city: the rise of the urban food question in the Global North », *Urban studies*, 1-16.

EN LIGNE

- ADCE, ETD, IUFN, Terres en villes, 2012, « Nourrir nos villes: pour une gouvernance alimentaire durable des régions urbaines », 14p. : www.projetdeterritoire.com/index.php/content/download/53366/597110/file/Nourrir_nos_villes.pdf
- www.projetdeterritoire.com/index.php/content/download/53366/597110/file/Nourrir_nos_villes.pdf
- urbact.eu/sustainable-food
- Rapport de J.Carey, 2011, « Who Feeds Bristol ? Towards a resilient food plan » : www.bristol.gov.uk/page/environment/food-policy-bristol-and-food-charter
- Rapport FoodLinks, 2013, « Urban Food Strategies. The Rough Guide to Sustainable Food Systems » www.foodlinkscommunity.net/fileadmin/documents_organresearch/foodlinks/publications/Urban_food_strategies.pdf
- Terres en villes, APCA, FNCUMA, FNCIVAM, TRAME, 2009, « La gouvernance alimentaire des agglomérations françaises et la relocalisation des productions agricoles », 8 p. : www.terresenvilles.org/upload/pubdoc/pdc_20100406104611_digest.pdf

PARTENAIRES



Rédaction

Lilian Pellegrino, Coordinateur local, lilian.pellegrino@mairie-lyon.fr
Caroline Brand, Experte locale, Université Grenoble-Alpes.

Contributions

Christèle Amyot, Sarah Bendjelloul, Raphaël Bermond, Brigitte Berthet, Myriam Buffet, Marie-Anne Chaize, Gaëlle Charme, Béatrice Charre, Camille Citerne, Raphaël Cochet, Catherine Creuze, Eric Dargent, Anaïs Depont, Thierry Desforges, Gaëlle Desorme, Marie-Noëlle Dubar, Arnaud Etienney, Lucille Garric, Régis Gautier, Alain Grenet, Chloé Gully, Véronique Hartmann, Ruud Hartmanns, Axel Hernandez, Elodie Lefevre-Leroudier, Gaëlle Le Roux, Antoine Limouzin, Elisabeth Manzon, Béatrice Maurines, Anne Moignard, François Monat, Mathieu Novel, Agnès Phily, Isabelle Pontoizeau, Anaïs Rambaud, Thomas Ribier, Sophie Robert, Elodie Rolland, Gisèle Rouquie, Johanne Ruysssen, Séverine Saleilles, Jonathan Signor, Marc Tersoglio, Clémentine Trocon, Clotilde Viel, Charlotte Vignal.

Photo de couverture

Muriel Chaulet / Ville de Lyon.

Publication

Ville de Lyon, 2015.

LYONendirect 04 72 10 30 30 Appli Lyon lyon.fr

